



## NOUVEAU RESEAU

### BLOCAGE ET POINT DE RUPTURE pour Solidaires 05

La Direction avait convié les organisations syndicales, ce lundi 01/07, à une réunion sur la réforme du réseau en cours.

Dans la lignée de la précédente réunion de présentation, pour laquelle les élus Solidaires et CFDT avaient dénoncé un projet de réforme mortifère pour notre administration, par le biais d'une liminaire sans concession, les élus Solidaires ont décidé d'entendre les représentants de la DGFIP, pour mieux dénoncer et contre argumenter les positions établies par le Directeur et son équipe.

Tous les élus et représentants du personnel ont pu s'exprimer, une organisation ayant fait le choix respectable et annoncé, de ne pas intervenir, pour prendre des notes, au cours de cette réunion.

SFP 05 a dénoncé sur la forme un semblant de concertation pour un projet dévoilé au cœur de l'été, avec un canevas imposé par la centrale, sur la communication et l'action envers les agents, la presse, les organisations syndicales, le préfet, les élus, et des marges de manœuvre tellement réduites, qu'elles en deviennent inexistantes.

Les représentants de Solidaires ont défendu leur conception du service public, à travers un maillage dense au niveau territorial, adapté à nos territoires ruraux de montagne, un accès libre à tous les usagers, avec une qualité de service et d'accueil, que la mise en place du nouveau schéma via des maisons de services publics (notamment) ne pourra offrir dans les faits.

Aucune précision n'étant apportée sur les volumes de suppressions d'emplois potentiels, SFP 05 aspire à un grand chamboule-tout sur ce projet, qui permettra de revenir à la situation initiale au niveau des sites, avec une volumétrie d'emplois suffisante pour exercer nos missions de façon pérenne, et constructive.

Après deux heures de discussion, pour le moins stériles, Solidaires dénonce les cinq faits majeurs ressortis de ce groupe de travail :

- Ce projet ne confère **aucune garantie** aux particuliers et aux entreprises sur la qualité des futurs services.
- Ce projet ne délivre **aucune garantie** sur la qualité du conseil financier apporté aux collectivités, avec comme corollaire le glissement probable des tâches de la DGFIP vers les communes.
- Ce projet n'offre **aucune garantie** aux agents sur le devenir de leurs missions et leur lieu de travail, malgré les artifices que sont le télé-travail, le travail à distance ou les primes de restructuration.
- Ce projet n'octroie **aucune garantie** sur un maillage territorial digne de ce nom, et un accueil égalitaire pour tous au service public, dans la lignée du grand débat, où la population a exprimé ses doléances en la matière.
- Ce projet ne place pas l'utilisateur au centre des préoccupations, il constitue un point de rupture qui entraînera la mise à mal et la disparition de notre administration dans la prochaine décennie.

La DGFIP, administration de référence, reconnue par les élus, les partenaires, les usagers est en péril. Après avoir subi 40 000 suppressions en vingt ans, le projet de géographie revisitée ne fera qu'accélérer un plan de liquidation sans précédent, entraînant disparition de nos structures et de nos missions.

Pour toutes ces raisons, et sans revirement notable sur de véritables axes de réflexions et une vraie concertation associant l'ensemble des partenaires avec des réelles marges de manœuvre, SFP 05 acte la rupture sur ce type d'échanges improductif et ne participera pas à la suite des débats en la matière .

